

Recherches sociographiques



Débat

Arnaud Sales, Gérard Bélanger, Normand Séguin, Fernand Ouellet, Pierre Savard, Hélène David, Denys Delage, Jean-Pierre Desaulniers, Gilles Paquet, Arnaud Sales et Jorge Niosi

Volume 26, numéro 3, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 II

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056168ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056168ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Débat

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Sales, A., Bélanger, G., Séguin, N., Ouellet, F., Savard, P., David, H., Delage, D., Desaulniers, J.-P., Paquet, G., Sales, A. & Niosi, J. (1985). Débat. *Recherches sociographiques*, 26(3), 405–416. <https://doi.org/10.7202/056168ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1985

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

DÉBAT

Gilles PAQUET *

J'ai un peu l'esprit de contradiction — c'est ce que me disait mon vieux maître Albert Faucher. Voilà qui me rend soupçonneux chaque fois qu'un collègue se dit d'accord avec 99% de ce que je viens de dire. Je sens aussitôt le besoin de préciser. J'ai remis en question la pratique des économistes mais je n'accepte pas de voir là un simple conditionnement politique. Ce qui a conformé la dérive des économistes québécois depuis vingt-cinq ans, c'est bien davantage le grand dérangement causé par la grande vague démographique. Avec elle, toutes nos institutions traditionnelles — depuis les collèges classiques jusqu'à la tradition H.É.C. — ont été emportées. On est à reconstruire. Il est trop facile de voir le travail des économistes en train de rafistoler des outillages nouveaux comme programmé par le contexte politique : le piège est peut-être plus intérieur. Quand Jean-Luc Migué analyse logiquement à partir de son outil — l'individualisme méthodologique — les institutions comme le salaire minimum, le mariage, les politiques régionales, il se peut que son argumentation tourne court selon certains mais ses conclusions sont dévastatrices. Si ce raisonnement a des limites, il faut les montrer. Il ne suffit pas de dire que c'est de l'idéologie, puisque toute approche simplificatrice est également idéologique. Si les keynésiens sont mal famés dans les années quatre-vingt, c'est peut-être aussi à cause des excès de triomphalisme dans l'après-guerre : l'outillage mental n'est pas à la hauteur des attentes, tout simplement. Encore une fois, pas besoin de voir leur discours comme simplement programmé politiquement.

Je voudrais aussi faire une distinction entre l'existence d'une documentation économique bien plus impressionnante et le degré de connaissance du milieu économique par l'économiste moyen. Statistique Canada a produit des monceaux de données que bien peu de gens connaissent ou utilisent. Les économistes comme tels ont passé bien peu de temps à construire des données nouvelles. Le genre de travail de Niosi — allant rassembler des renseignements de base sur les multinationales canadiennes — bien peu d'économistes s'en donnent la peine. Bien sûr, on va me citer Marc Gaudry, quelques autres aussi qui ont mis au point des banques de données extraordinairement riches à partir desquelles ils ont développé des instruments nouveaux. Mais c'est la minorité. Les économistes universitaires ont souffert d'« abstractionnisme » : leurs étudiants peuvent vous donner les conditions de second ordre pour la maximisation de la satisfaction d'un consommateur théorique mais ils ne connaissent rien des

* Version révisée de l'intervention au colloque.

difficultés de la classification des industries ; souvent ils ne peuvent même pas vous donner un ordre de grandeur pour le taux de chômage ce mois-ci ou comment on procéderait pour obtenir des comparaisons de coûts de production dans le monde des plastiques entre le Canada et les États-Unis.

Arnaud SALES

Au fond, ce que j'ai voulu faire, c'est montrer qu'on avait progressivement formé une certaine idée de ce qu'est l'économie québécoise. Je ne dis pas que ce soit parfait, loin de là et bien au contraire. Je ne dis pas non plus que les données soient toujours originales, que le Bureau de la statistique ne se soit pas construit sur la base de Statistique Canada. Je ne dis pas qu'il n'y a pas effectivement énormément de travail à réaliser, parce que, quand on cherche des choses, on met des heures. On ne sait pas où aller quand on veut réaliser des petites choses qui sont nécessaires à nos propres travaux ; on se heurte à beaucoup de pertes de temps, parce que tout ça n'est pas très bien construit. De ce point de vue, il n'y a pas de doute. Néanmoins, ce que je voulais refléter plutôt, c'est l'idée que progressivement, même si on n'est pas allé encore très loin, ces disciplines, peut-être de façon divergente mais malgré tout par une convergence d'efforts... Quand je dis convergence d'entreprise, c'est une convergence d'efforts sur un objet donné qui est l'économie québécoise, ou l'économie et la société québécoise. C'est plutôt dans ce sens-là qu'il faut entendre le terme de convergence, parce que c'est vrai qu'il y a eu beaucoup de thèmes disparates qui sont apparus et, comme tu le disais, c'est excellent aussi.

Quand je dis aussi que les économistes étaient du bord de l'intelligentsia plutôt que du bord des intellectuels, ce n'est pas pour moi obligatoirement péjoratif. Effectivement, ils ont peut-être été beaucoup plus près du pouvoir politique, bien que les sociologues par moment l'aient été aussi. Quand les documents qui sont faits pour orienter les politiques économiques sont réalisés, ce sont quand même surtout des économistes qui sont là-dedans et ils travaillent sur la société québécoise durant ce temps-là. Par conséquent, ils ont des préoccupations de gestion — quand je dis « technique », ça veut dire éventuellement : de gestion ; donc, de ce point de vue-là, on n'est peut-être pas si éloigné que ça — comparativement à une perspective critique qui dit : l'État québécois c'est le rouage de notre exploitation, ou qui va chercher toute la signification de la nature sociale du Parti québécois et son rapport avec la bourgeoisie et les classes dominées. C'est un discours qui ne tourne pas obligatoirement autour de l'administration, de la gestion, même à l'échelle globale de la société. Donc, c'est plutôt dans ce sens-là, au sens de Gouldner : l'intelligentsia qui s'occupe d'administrer et les intellectuels qui discutent et critiquent, qui ont des préoccupations épistémologiques et herméneutiques, etc. Sur la modernisation, sur les problèmes, par exemple, de dépendance, ça a peut-être progressé mais

pas tellement. Sur le problème de la souveraineté politique, bon, là il y a des gros problèmes.

Quand je parle de modernisation, je ne veux peut-être pas parler de ce qui s'est fait au plan économique, bien qu'il y ait malgré tout une modernisation qui s'est réalisée là. C'est vrai qu'il subsiste des secteurs énormes, que la structure industrielle du Québec est extrêmement fragile et qu'il y a des tas de changements qui sont à l'ordre du jour. Mais moi je veux parler plutôt de ce qu'est la société, de sa façon d'aborder les problèmes. Quand je dis : la modernisation a réussi, c'est qu'il y a des choses qu'on ne peut plus dire. Il y a une autre façon de penser les problèmes et c'est ça qui me paraît important ; une attaque et aussi des compétences, de multiples choses qui sont intervenues, des modifications au niveau de l'appareil politique, de la sécularisation de la société, etc. Et, même si moi je ne suis pas un fervent de la théorie de la modernisation, je crois que ce concept reflète quelque chose qui s'est déroulé et dont on doit tenir compte dans nos analyses. La question, c'est de savoir si maintenant on est capable d'aller plus loin et de pousser ça à un point qui permette de se situer sur un plan peut-être comparable à d'autres pays.

Gérard BÉLANGER

Je suis le seul économiste ici ; ça montre peut-être qu'on est exclu du groupe. Là-dessus, j'aurais un commentaire pour monsieur l'animateur. Je ne vous connais pas, mais c'est effrayant ce que vous avez dit : vous me refusez ma déformation. Vous refusez de parler avec moi : « Ton paradigme pour expliquer la réalité sociale, je peux me tromper mais je te le refuse ; tu n'as pas le droit d'être candidat à expliquer les phénomènes sociaux, je te le refuse. » Je pense que ce que vous faites c'est vraiment une fermeture totale du dialogue qu'il peut y avoir.

Je pense que Paquet a bien décrit l'économie au Québec, mais il l'a mal placée au point de vue de ce qui s'est produit. Les H.É.C. ont fait une économie de village, en ce sens qu'on étudiait l'économie du Québec mais qu'on se référait très peu à la science économique, qui, il faut bien le dire, est en très grande partie sinon exclusivement une science anglo-saxonne. Qu'est-ce qui est arrivé au Québec ? C'est que, dans les années 1970, les jeunes universitaires diplômés aux États-Unis, mais aussi en Belgique et à quelques autres endroits, se sont intégrés à l'économie internationale. Le point de référence est l'économie internationale. Ceci a des bons côtés et de mauvais côtés. Les bons côtés, c'est qu'on profite de certains avantages, on s'insère dans des modèles internationaux. Exemple : Courville et Migué sont les gens les plus cotés, si on prend le *Social Science Quotation Index*, parce que Courville a fait un travail majeur dans sa thèse de doctorat sur la réglementation de l'électricité aux États-Unis ; Migué a fait un travail majeur en bureaucratie et en instruments

gouvernementaux, publié dans les revues américaines. Donc, quand vous attaquez ces gens-là, ils peuvent facilement se défendre en sortant le *Social Science Quotation Index*, qui ne dit pas tout mais qui montre au moins qu'on fait une contribution de type international. Si vous prenez *The Economist* de cette semaine, on reprend un tableau de Leontief qui montre que 50% des articles de notre plus grande revue, la plus citée, lue parce que tout le monde l'a, 50% des articles se consacrent à des modèles où il n'y a aucun chiffre. C'est un vice de ma discipline, qui va s'auto-corriger, parce qu'il y a une certaine concurrence des idées. Le défaut que je reprocherais à Paquet, c'est qu'il n'a pas fait assez ressortir l'aspect que, d'une économique locale, qui étudiait les problèmes locaux, on a maintenant un cadre de référence international. Peut-être qu'en adoptant ce cadre de référence-là on a oublié beaucoup de problèmes locaux, sauf l'exemple que j'ai donné de Marc Gaudry. Peut-être que j'inscrirais aussi Faucher. Ça m'a surpris qu'on en ait si peu parlé. Et moi, quand j'ai vu la façon dont trois historiens, dans le livre *Histoire du Québec*, ont traité Faucher, j'ai trouvé ça dégueulasse. En une page, ce qu'on reproche au monsieur, c'est d'ignorer l'aspect culturel, comme si d'insister sur les aspects géo-techniques n'était pas une contribution majeure dans l'histoire économique du Québec.

Normand SÉGUIN

Je ne voudrais pas couper des élans aussi bien lancés. Je voudrais apporter quelques commentaires pour illustrer un peu comment l'histoire s'occupe du champ économique. Je dirais ceci : l'histoire renouvelle ses démarches, renouvelle son questionnement, et il s'agit bien ici d'un acte de modestie d'une science inquiète. Je crois que les historiens ont cette particularité de véhiculer une science inquiète d'elle-même. Ce renouveau passe toujours par la reconquête des sources, la découverte de nouvelles sources, et ça me faisait plaisir tantôt d'entendre Gilles Paquet parler d'archives. Pour les historiens, le contact avec la source est un phénomène absolument fondamental. Il s'agit, au delà de la source, d'une interrogation constante sur ce que je pourrais appeler la validation du mode d'enregistrement, de saisie des données, et surtout des modes de traitement. C'est à cette condition que l'histoire réussit à se renouveler. Il y a eu, bien sûr, de grands débats idéologiques en histoire, il y en aura toujours. Mais on voit très bien maintenant, au-dessus ou à côté, comme on veut, une place très importante pour une réflexion de plus en plus concertée sur le matériau et son utilisation à des fins scientifiques. C'est, je pense, une caractéristique tout à fait essentielle pour comprendre l'évolution de la science historique depuis une quinzaine d'années. Et c'est peut-être dans les études rurales que ce phénomène est le plus sensible. Je pense que les études rurales, surtout pour la période pré-industrielle, nous montrent l'exemple d'efforts concertés et parfois d'efforts collectifs organisés autour de l'économie rurale, perçue essentiellement à travers ses bases sociales et son fonctionnement. Ça

touche plusieurs problèmes : commercialisation de l'agriculture, production domestique, production non agricole, *entrepreneurship* rural, patrimoine foncier, stratégie foncière, rapports entre la ville et la campagne. Voilà un ensemble de problèmes sur lesquels une vingtaine, une trentaine d'historiens au Québec se posent des questions aiguës et, comme je le disais tantôt, même inquiètes, de sorte que ce mode d'approche suppose, pour les collaborations avec les autres disciplines, que celles qui veulent remonter le cours de l'histoire dans les études rurales se prêtent aussi à ce même questionnement inquiet autour du matériau, de son utilisation à des fins scientifiques. Il me fait plaisir de souligner que Gilles Paquet est bien installé dans ce processus. Il y a d'autres exemples parmi les économistes : je pense à Robert Armstrong, qui est demeuré très près du questionnement historique ; il y a McInnis, bien sûr ; il y a, en géographie, Serge Courville qui est ici. Il y a certainement d'autres exemples qu'on pourrait apporter. Ce que je déplore, moi, c'est qu'il n'y ait pas plus de gens d'autres disciplines férus d'histoire qui acceptent cette plongée dans le document. Il n'y a pas grand'chose de sérieux que l'on pourra dire sur l'économie pré-industrielle tant qu'on n'aura pas contrôlé la source, qu'on ne saura pas de façon explicite jusqu'où on ne peut pas aller.

Fernand OUELLET

Je voudrais aller dans la direction de Normand Séguin, puis en même temps dans la direction de Gilles Paquet. Pour une fois, je vais être d'accord, pas à 100% mais à 99.9% ! Je voudrais revenir au colloque de 1962 et aux propos d'Albert Faucher, qui avait déploré à ce moment-là une certaine attitude de la part des économistes vis-à-vis de l'histoire, c'est-à-dire les déficiences du point de vue de leur sensibilité au processus historique et, deuxième élément, une propension trop forte vers les mathématiques. Au fond, ce que Faucher voulait, je pense, c'est justement une sorte de rapprochement de la part des disciplines, de l'économie et de l'histoire. Mais il a insisté sur un aspect qui est fondamental et que Normand Séguin vient de mettre en lumière : la nécessité pour les économistes d'aller dans les archives, de se mouiller sur le terrain. Je sais que, dans les années soixante, il y a eu une tendance prédominante qui faisait que les économistes n'étaient pas très intéressés à l'histoire, à des perspectives historiques. Mais ce que mes chiffres m'ont montré aussi, c'est qu'à plus long terme, il y a eu une sorte de mouvement, non seulement des économistes, mais aussi de toutes les sciences sociales. Et ça je pense que c'est assez important et ça se passe à plusieurs niveaux. Je prends Paquet qui est venu dans la mêlée ; il n'y a aucun doute que Paquet a un besoin fondamental de perspectives historiques, de façon active. Je suis très heureux de l'avoir dans la mêlée. En lisant le livre de Niosi ou celui d'Arnaud Sales, je me rends compte aussi qu'il y a une façon de concevoir l'économie qui s'appuie sur des perspectives historiques. Je pense à Arnaud Sales, qui nous dit, après

l'avoir analysé, que le problème est un problème historique ; et il remonte dans le passé. C'est dans ce sens-là qu'il y a eu certainement une évolution de la part des économistes, tout en ayant cet éclatement dont on a parlé vers la discipline historique. Je pense que c'est lié au fait que la société québécoise s'est transformée. Ce n'est pas indépendant de la filiation idéologique : il y a des idéologies qui appellent un retour au passé — je pense au nationalisme, au marxisme et il y en a probablement beaucoup d'autres. Je ne sais pas par quelle mécanique on peut arriver à s'abstraire des perspectives historiques, mais, de toute façon, je ne crois pas que ce fut la tendance depuis les vingt-cinq dernières années. C'est pourquoi lorsqu'on a parlé des H.É.C... peut-être que le nationalisme est resté assez fort au H.É.C., mais aussi les perspectives historiques ne sont jamais disparues. C'est l'essentiel de mon commentaire. Je voulais démontrer que le champ historiographique est devenu un *champ* interdisciplinaire et qui n'est pas la propriété exclusive des historiens. Peut-être qu'au début, l'économiste qui venait dans le champ ne se mouillait pas, ne fréquentait pas beaucoup les archives ; mais peu à peu il y a une transformation qui est en train de s'accomplir. Ce que je souhaite c'est qu'elle continue.

Pierre SAVARD

Je n'oserai pas parler d'économie, mais comme nous sommes rendus à plus d'un quart du colloque, sans compter la nuit de discussion pour certains, je me permets de faire quelques remarques d'un observateur du fond de la salle, qui portent sur plusieurs exposés. Je ne peux m'empêcher de commenter ce qu'a dit mon collègue Séguin. Je partage avec lui tout à fait la modestie des historiens devant le document, devant les sources. On aurait dit au siècle de Bossuet : les craintes et les tremblements devant les sources. Mais je dirais que la modestie de l'historien devant ses sources est inversement proportionnelle à l'assurance avec laquelle il donne ses conclusions. Si vous lisez les livres d'histoire, vous avez vraiment l'impression que l'histoire est écrite et que c'est réglé. C'est pour ça d'ailleurs que les autres disciplines tombent souvent dans le panneau et répètent les historiens, qui sont tellement sûrs de ce qu'ils disent ! Les économistes, les politicologues, les sociologues se font dire : ce n'est pas aussi simple que vous dites ; mais ils l'ont pris chez les historiens...

Il y a eu un consensus jusqu'ici dans les exposés sur l'explosion, l'essor, au point de vue quantitatif, dans toutes les disciplines dont on a parlé. On a des bataillons serrés de spécialistes dans tous les domaines. Je me pose alors deux petites questions : est-ce qu'on n'est pas rendu à un point où il n'y a pas un certain encombrement, et est-ce que le poids relatif des spécialistes n'est pas beaucoup moindre qu'il n'était il y a vingt ans ? Quand un ouvrage paraissait il y a quinze ans, vingt ans, dans une de nos disciplines, il était beaucoup plus lu, il suscitait beaucoup plus de remous dans le petit monde du temps qu'aujourd'hui.

Je pense qu'on vit une crise des disciplines. Vous allez me dire qu'on vit toujours une crise de disciplines, mais si on prend ce qu'a dit Fournier hier et surtout son titre, « La sociologie dans tous ses états », si je lis bien le français, c'est la sociologie dans un état d'énervement et d'excitation, comme une personne qui ne sait pas de quel côté donner de la tête. Paquet ce matin a été impitoyable. Je me demande si c'est une crise qui est due aux mœurs de la tribu ou à une conjoncture. Autrement dit : est-ce que la crise vient de l'intérieur ou de l'extérieur ? C'est une question qu'on pourrait continuer à se poser pour d'autres disciplines aussi. On a beaucoup manifesté d'autosatisfaction, il y a seulement Fournier qui a fait une légère remise en question de ce que j'appelle les mœurs de sa tribu — puisque nous appartenons tous à une tribu ici — quand il a parlé de cooptation et de complicité. Paquet a ridiculisé les raffinements techniques des économistes, ce qui lui a valu des réactions. Je pense qu'il y a là un thème sur lequel on pourrait revenir.

Enfin, tout le monde dit que personne ne veut parler d'idéologie. Il semble que dans nos colloques comme celui-ci, qui sont devenus en fait des réunions de bon ton, des cercles de gens civilisés, on se refuse de plus en plus à faire ce qu'on faisait il y a dix ans, c'est-à-dire des séances de *strip-tease* idéologique. Les idéologues ont été remplacés par les administrateurs. Gilles Paquet l'a deviné vite ; il faut suivre Gilles Paquet. Nous sommes à l'âge des administrateurs. J'enchaîne sur ça et je termine : les prophètes et les pionniers sont bien loin derrière nous. Aujourd'hui on vit avec des armées de chercheurs et de professeurs modestes, pas la modestie des forts, mais la modestie des gens qui ne veulent pas trop s'exposer ; et des chercheurs confortables. Parce qu'ils sont confortables, ils sont gentils et moins angoissés. Il y a dix ans, quinze ans, un colloque de ce genre-ci c'était plein de gens angoissés qui se disaient : « il faut faire vite beaucoup de choses ». Aujourd'hui, je ne sens pas ce matin autour de nous des gens qui se lèvent et qui disent : « il y a des choses à faire ».

Hélène DAVID

En vous écoutant ce matin, il me semblait, d'une part, en se rappelant le titre de la revue qui nous invite ici, que le projet sociographique et historiographique — et on pourrait peut-être dire éconographique — est toujours assez vivant et a peut-être passablement progressé en vingt ans, en ce sens qu'il y a effectivement, semble-t-il, une meilleure connaissance du milieu québécois en termes factuels descriptifs. À travers vos exposés, on note assez clairement l'influence de théories qui sont issues de courants intellectuels très importants qui se sont développés dans des pays qui jouent un rôle dominant sur la scène intellectuelle, pays ou sociétés où la plupart de nos chercheurs ou universitaires actuels sont allés étudier et ont assimilé de tels cadres d'analyse et sont venus les appliquer. Ma question porte sur la situation suivante : est-ce que vous estimez

que, lors de la période des derniers vingt ans, on a assisté au Québec à la naissance d'un véritable corps de connaissances scientifiques, où on ne se borne pas à plaquer des théories élaborées ailleurs, qui correspondent peut-être à une réalité dans d'autres situations ? Est-ce qu'on peut dire qu'à travers l'analyse de la société québécoise, on a contribué à un corps de théories qui se discute et se développe à une échelle internationale, par des débats dans des revues ? Ma question est naïve, mais elle soulève des interrogations sur le statut de la société québécoise, de sa dépendance.

Denys DELAGE

J'aimerais que vous nous parliez des implications de la chute de la natalité au niveau économique. J'ai retenu l'allusion rapide de Gilles Paquet, qui parlait des millions d'enfants et de la croissance en parallèle des institutions. J'aimerais savoir où en sont les débats sur la croissance et la décroissance économique et le parallèle avec la démographie.

Jean-Pierre DESAULNIERS

Le Devoir est une institution qui, comme la sociologie, a des difficultés de définition, et ils ont fait une enquête récemment pour savoir quel journal était le plus lu en Amérique du Nord. Ils se sont rendu compte que c'est le *Wall Street Journal*. Ils ont donc fait un feuillet économique. C'est un tout petit indice pour montrer comment l'idée d'économie s'insère dans les *mass media*. On a les indices Dow Jones dans tous les bulletins d'actualité, à la radio, partout. Il y a donc un discours économique qui s'établit. En parallèle, on enfourne systématiquement des milliers d'élèves dans des cours d'administration ; uniquement à l'UQAM, on s'occupe de huit mille étudiants dans ce secteur-là. Ma question est très simple : pour vous, qu'est-ce que ça annonce comme société ?

Gilles PAQUET *

Il me semble qu'il y a cinq questions générales sous-jacentes au débat. Premièrement, la science économique doit être perçue à la fois comme idéologie, *i.e.* angle de vision limitant et sélectif, et comme système social. Dans le premier sens, elle est une discipline — au sens où les religieux autrefois se donnaient la discipline — une sorte de fouet pour se flageller, une façon de régler, de normaliser son angle de vision, sa vision du monde, ce qui est auto-mutilant et dangereux. Mais ce qui est plus dangereux encore, c'est que les économistes, comme système social, se sont donné les moyens d'imposer, *via* leurs revues, *via* les travaux considérés ou non comme valables, cette vision du

* Version révisée de l'intervention au colloque.

monde comme la seule recevable. Le Nobel Leontief disait que, dans les grands départements de science économique, aux États-Unis, la régulation de ce qui est acceptable est faite avec la même fermeté que les Marines utilisent sur Parris Island. C'est ce mélange d'étroitesse de vue et d'intolérance de tout autre point de vue qui est troublant.

Deuxièmement, si la science économique est plurielle, si elle a développé des épistémologies différentes au Québec, cela n'aide pas beaucoup, parce que chacune des chapelles a le plus grand mépris pour l'angle de vision de l'autre. Mon expérience en histoire économique, c'est que la raison polémique est porteuse de progrès plus importants que la raison de système. Or, quand les groupes s'ignorent, ils ne polémiquent pas, ils s'encrassent chacun dans son système. Ce qu'il faudrait, c'est que les spécialistes du *public choice* parlent aux marxistes, que l'on crée des forums où les différentes sortes de science économique aient l'occasion de bien voir leurs limites. Pour le moment, les différentes visions du monde des divers groupes d'économistes vivent chacune dans sa paroisse, avec sa revue (qui souvent a l'air d'un bulletin paroissial parce que seules les perspectives admises ont droit d'être publiées).

Troisièmement, les sciences humaines et l'économie en particulier vivent une crise épistémologique. On a hérité de la Renaissance une notion bizarre d'un effet de cascade de la connaissance — depuis les sciences pures vers les sciences appliquées vers les usages professionnels de la connaissance. Cette vieille notion d'un sens unique de la connaissance ne permet pas de procéder de la pratique vers la théorie. Or, ces manies ont amené les économistes à placer la théorie pure sur un piédestal et à déconsidérer la pratique. C'est là un danger. Le médecin n'est pas simplement un manœuvre qui livre les résultats d'une connaissance théorique en biologie; quand il est devant un malade, il fait lui-même de la théorie *on the spot*. L'administration n'est pas de l'économie pure qu'on appliquerait; le service social n'est pas de la sociologie pure qu'on appliquerait. Il faut accepter que la sortie de crise de l'abstraction, dans laquelle les sciences humaines ont été piégées, elle passe par le développement d'une épistémologie de la pratique, par la reconnaissance que la connaissance peut procéder aussi de la pratique et se développer à partir de là en théorie pure. Voilà qui débronzes certaines idoles et qui remet en question la hiérarchie des connaissances qui place la théorie pure au sommet.

Quatrièmement, on ne dira jamais assez comment on a tort, dans les sciences humaines en général et en économie aussi, de négliger la variable démographique. C'est probablement celle qui tient la clé de beaucoup de solutions à nos problèmes. On peut presque attribuer la fameuse Révolution tranquille à des pressions démographiques. La révolution dans l'éducation au Québec, avec Gérin-Lajoie, c'est l'ajustement effréné à une horde de jeunes qui frappent à la porte des écoles secondaires. La démographie est en train de transformer nos sociétés: c'est Léon Courville, dans *Le Devoir*, il y a quelques

années, qui suggérait que les débats dans l'avenir ne seront pas des luttes de classes mais des luttes de générations. Le vieillissement de la population qui s'en vient va encore changer les règles du jeu : l'impact sur l'*entrepreneurship*, sur la capacité de l'économie à se transformer, sur les coûts sociaux d'opération de l'économie, est encore mal compris.

Cinquièmement, la montée des professionnels ; pourtant, ce n'est pas parce qu'on traite bien les professionnels à l'université, ce serait plutôt le contraire. Mais, en même temps que l'intérêt pour les choses professionnelles augmente, il semble que les universités n'arrivent pas à trouver des moyens de les intégrer à leurs normes. La professionnalisation de la science économique, loin de la rendre proche des besoins des usagers, a créé un écart de plus en plus grand entre la « science normale » et les puzzles qui intéressent les membres du corps académique, et le gros des problèmes qui inquiètent les citoyens. C'est ce que j'ai nommé *crise d'abstraction*, perte du sens des origines de la pensée économique. On en est arrivé à craindre les laïcs : on peut voir qu'on a commencé à glisser vers un nouveau cléricisme. Il faudra mieux comprendre ce qu'il faut entendre par professionnel : il ne s'agit pas d'un corporatisme nouveau mais de responsabilités nouvelles vis-à-vis la population. Non seulement on n'a pas compris l'importance grandissante des responsabilités professionnelles : on a déjà commencé à exploiter la vision corporatiste des choses que le professionnalisme véhicule. C'est le pire des mondes.

Arnaud SALES

Pour revenir sur l'intervention de Gérard Bélanger : au fond, mon but ce n'était pas de mentionner les meilleurs travaux des économistes, tant qu'ils n'étaient pas sur le Québec. Je me suis trouvé à voir ce qu'avaient fait les économistes par rapport à la société québécoise. On me dit : vous avez cité des ouvrages qui n'étaient pas bons. Effectivement, si on demande à des économistes de profession : « Que pensez-vous de l'ouvrage de Fréchette/Jouandet-Bernadat, ou de Maurice Saint-Germain ? » ou de tous les recueils de textes sur le Québec parus en suite des colloques des économistes québécois, je suis sûr qu'ils vont dire : « Ça ne nous intéresse pas. » Si on leur parle des rapports gouvernementaux, ça ne les intéresse pas, à part peut-être certains travaux plus spécifiques. Mais mon problème c'était de trouver des choses qui portaient sur la société et l'économie québécoises. Là, j'ai rencontré un certain nombre de difficultés. Maintenant, si on me présente un ouvrage qui est vraiment une synthèse élaborée et théoriquement importante sur l'économie du Québec, il est bien certain que je vais être intéressé. Peut-être que je ne l'ai pas vue. Mais si on se dit : « qu'est-ce qui permet de se faire une image de l'économie québécoise ? qu'est-ce qui nous a aidés à voir ce qu'était l'économie québécoise, malgré tous les manques qu'il peut y avoir ? », c'est peut-être limité. Peut-être que je me

trompe, parce que je ne connais pas assez la discipline, ce n'est pas ma préoccupation principale. Autre chose : si j'interroge des économistes, ils vont me dire : « Nous, nous faisons des travaux assez ponctuels et puis, dans les choses qui ont influencé, il n'y en a que quelques-unes. » Parmi les travaux qui ont donné lieu à des débats et qui ont été influents, ils disent : Martin/Raynald, par exemple. Mais je m'interroge sur ce que les économistes ont fait de bon. J'aimerais bien qu'on me dise, puisque ça c'est mauvais d'après ce que vous dites, ce qu'ils ont fait de bon. Je serais très intéressé à aller voir immédiatement la chose, parce que ça m'a peut-être échappé ; je suis persuadé qu'un tas de choses m'ont échappé.

Pour répondre à Hélène David rapidement : c'est que le corps de connaissances scientifiques reste encore limité. Peut-être que des travaux ont donné des amorces. Mais il y a bien des fois où on manque encore d'éléments systématisés, importants, au niveau des connaissances spécifiques. Est-ce qu'on a participé à un développement théorique ? Je me demande si on a eu le temps, dans la mesure où on explorait des questions. Je crois par contre qu'il y a des secteurs... je vais en donner un comme ça, parce qu'il me paraît particulièrement significatif et parce qu'il est étroitement lié à la société québécoise : ceux qui ont travaillé sur la théorie de l'État au Québec n'ont pas travaillé obligatoirement sur l'État instrumentaliste ; ils ont utilisé ce genre d'interprétation, mais, par contre, ce qu'ils ont développé, c'est une théorie de l'État relativement à la question nationale. Il y a là des travaux qui peuvent indiquer une spécificité de ce qui s'est fait au Québec, parce qu'on était stimulé par des événements politiques, un mouvement social très important.

Sur la question de Denys Delage, et peut-être pour finir de répondre à Hélène David, je dirais que les gens en ce moment sont tentés de travailler plus théoriquement. Il y en a qui ont travaillé théoriquement et qui sont tentés de travailler empiriquement, mais il y en a aussi qui ont travaillé empiriquement qui sont tentés de travailler théoriquement. Peut-être que ça donnera quelque chose, on ne sait jamais. Sur l'administration économique : on a beaucoup travaillé sur la bourgeoisie mais on ne s'est pas assez préoccupé des bureaucraties. On en a parlé comme ça, mais on commence à peine à avoir des travaux là-dessus. Et ça c'est très important, parce qu'il y a dans nos sociétés de fortes tendances à la constitution de noyaux de pouvoir bureaucratique qui, s'ils s'associent trop fortement, peuvent jouer contre la démocratie. Ce sont des éléments qu'on devrait étudier un peu plus, en relation avec une théorie de l'État et, évidemment, avec une théorie des rapports privé/public.

Jorge Niosi

Puisque j'ai été interpellé moi aussi, je voudrais répondre à une ou deux choses. On importe des théories, on les applique ; on trouve qu'elles s'appliquent

ou qu'elles ne s'appliquent pas. Qu'est-ce qu'on a construit comme théorie ? [...] Elles ne sont plus aussi convaincantes qu'elles l'étaient il y a quelques années. J'ai l'impression que c'est un phénomène très universel. Un peu partout où je vois les gens travailler, en France, en Angleterre, aux États-Unis, on arrête de faire de la grande théorie pour essayer d'aller voir ce qui se passe dans tel ou tel domaine. C'est très universel. Et c'est déplorable qu'il n'y ait pas de nouvelles synthèses théoriques qui émergent. Je soupçonne qu'à un moment donné elles vont venir ; mais il y a une chose qui est certaine, c'est que les vieux paradigmes, qu'ils soient de l'économie, de la sociologie ou de la science politique, n'ont plus beaucoup d'adeptes, sauf évidemment les gens très convaincus.

Pour finir sur le commentaire de Gérard Bélanger, il me dit : « Vous refusez le dialogue. » Ce n'est pas que moi ou d'autres refusons le dialogue, c'est que nous ne parlons pas des mêmes choses. Je vous donne un exemple, qu'on m'a rapporté d'un professeur d'économie de l'Université de Montréal. Un étudiant lève la main et dit : « Vous donnez un cours d'économie internationale, monsieur, » — comme tout le monde le sait, pour la plupart des pays, l'histoire des cinq siècles derniers, c'est l'histoire de l'impérialisme et du colonialisme ; la plupart des pays de ce qu'on appelle aujourd'hui le Tiers-Monde étaient des colonies jusqu'en 1945 — « pensez-vous que l'impérialisme a quelque chose à voir avec l'économie de ces pays ? » Et l'autre a répondu : « Monsieur, le concept d'impérialisme n'est pas un concept économique. » Ce n'est pas qu'on refuse le dialogue, c'est que le paradigme est différent. Les uns font de la chimie et les autres de la biochimie, avec un microscope. Le contrôle des grandes sociétés, les administrateurs s'en occupent, les sociologues s'en occupent, les politicologues s'en occupent ; les économistes ne s'en occupent pas, parce qu'en concurrence pure et parfaite, le fait de savoir qui contrôle les compagnies n'a strictement aucun intérêt. Il ne peut pas y avoir de dialogue lorsque les paradigmes ne pointent pas les mêmes problèmes. Un étudiant en économie se demandait pourquoi il n'y a pas de cours sur l'économie des firmes multinationales. Ce n'est pas par hasard si les deux ou trois personnes au Canada qui ont travaillé sur les firmes multinationales, c'est un professeur de la Faculté d'administration de York et un sociologue comme moi-même : c'est le genre de problèmes qui n'intéressent absolument pas les économistes. Comme tout le monde le sait, les grandes études sur les firmes multinationales ont été faites aux États-Unis dans des départements d'administration ou des départements interdisciplinaires comme le Political Center of International Affairs, où il y a des gens de toutes sortes d'orientations, rarement des économistes. Non, ce n'est pas que nous refusons le dialogue par méchanceté, ce n'est pas une question morale ; c'est que, puisque nous sommes équipés avec des bagages conceptuels différents, nous ne parlons pas des mêmes choses.